

RIBER S.A
Société anonyme à directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 3.400.483,84€
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2016

SOMMAIRE

	Pages
<u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u>	2-4
<u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016</u>	5
<u>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016</u>	6
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE	7-8
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	9
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	10
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	11-12
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE	13
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	14-29

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Riber pour le premier semestre 2016 s'est établi à 7 M€, à comparer à 5,7 M€ pour la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires par ligne de produits se décompose comme suit :

M€	S1 2016	S1 2015	Evolution
Systèmes	3,6	2,8	+29 %
Services et accessoires	2,4	2,1	+14 %
Cellules et sources	1	0,8	+25 %
Total CA publié	7	5,7	+23 %

Les ventes de systèmes MBE ont été solides au premier semestre 2016. Sur la période, Riber a livré deux machines, dont une de production, contre quatre machines de recherche au premier semestre 2015.

Les ventes de services et accessoires (2,4 M€) et de cellules et sources (1 M€) ont globalement progressé de 17 % par rapport au premier semestre 2015. Cette hausse s'explique par l'amélioration des performances commerciales de RIBER sur ses marchés historiques et par le développement de ses positions aux USA après l'acquisition en 2015 de MBE Control Solutions.

Au 30 juin 2016, le chiffre d'affaires de Riber se répartit entre l'Asie (56%), les Etats-Unis (24 %) et l'Europe (20 %).

Résultat

La marge brute s'établit à 2 548 K€ soit 37 % du chiffre d'affaires contre une marge de 503 K€ (9 % du chiffre d'affaires) au 30 juin 2015. Cette amélioration s'explique par un retour progressif à des marges normatives sur la vente de systèmes et de composants.

Les perspectives de consommation à long terme du tantale et du molybdène ont conduit à une reprise de provision de 1 086 K€ sur la période.

Les charges commerciales (1 336 K€) diminuent de 269 K€ du fait de l'optimisation de la structure opérée au cours du premier semestre 2016.

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (1 260 K€) s'inscrit en hausse de 324 K€ du fait d'un accroissement des charges d'amortissement et d'une activation moindre des frais de développement.

Au cours du premier semestre 2016, Riber a maintenu son effort de recherche et développement avec les principaux projets suivants :

- cellules linéaires Jetlin qui permettent l'évaporation à haute température de matériaux, et qui sont destinés aux applications OLED ou Photovoltaïque : poursuite des essais de validation des process ;
- Partenariat de recherche Riber/IMEC initialisé en 2012 dans le cadre du projet EDL450 visant à la qualification de la machine MBE8000 : début de la phase de qualification process ;
- Logiciel de supervision et pilotage des machines : développement de nouvelles fonctionnalités clients, amélioration de l'ergonomie d'édition et control du process, extension des fonctionnalités de supervision des opérations machines.

Les charges administratives (1 071 K€) sont en légère diminution par rapport à la même période de l'exercice précédent (1 149 K€).

Les Autres produits et charges s'élèvent à 20 K€ (-378 K€ au 30 juin 2015).

Ils se composent principalement de la plus-value nette de cession de l'immeuble pour un montant de 242 K€ et de coûts non récurrents pour 254 K€ (honoraires relatifs à la conciliation et restauration de la gouvernance).

Après prise en compte de ces éléments, le résultat semestriel net (part du groupe) présente une perte de 1 204 K€ contre une perte nette de 3 522 K€ au 30 juin de l'exercice précédent.

Trésorerie et investissements

La trésorerie nette à fin juin 2016 s'élève à 801 K€ (-98 K€ au 30 juin 2015), en hausse de 677 K€ par rapport au 31 décembre 2015. Cette variation positive résulte principalement de la vente d'une partie du site de Bezons pour un prix total de cession de 2 600 K€. Ce désinvestissement a notamment permis au groupe de financer le déficit de trésorerie lié à l'activité pour 742 K€ et de rembourser intégralement ses dettes financières courantes pour 732 K€.

Effectifs

L'effectif moyen du groupe au cours du premier semestre 2016 s'élevait à 89 personnes (97 au premier semestre 2015). La diminution des effectifs résulte essentiellement du départ de plusieurs salariés non remplacés à ce jour. La baisse des effectifs s'accompagne d'une réorganisation de la société autour de ses principaux processus opérationnels.

Evénements significatifs

Restauration de la gouvernance

Suite à la démission de Madame Brigitte Dumont du Conseil de Surveillance, le 4 février 2016, le nombre de membres du Conseil est devenu inférieur au minimum légal.

Afin de pallier le risque d'une vacance de la gouvernance, RIBER a sollicité le 15 février 2016 la désignation d'un administrateur provisoire à titre exceptionnel et temporaire dans l'attente de la désignation pérenne des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire. Par ordonnance en date 15 février 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise a fait droit à cette demande et a désigné Michel Maire en qualité d'administrateur provisoire avec les pleins pouvoirs pour disposer, gérer et administrer la Société.

La composition du Conseil de Surveillance à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 avril 2016 est la suivante:

- Monsieur Didier Cornardeau, nommé par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015 pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Monsieur Gérard Nicou, nommé par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015 pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Madame Anne Geoffroy nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Madame Christine Monier; nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Monsieur Jacques Kielwasser, nommé par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Monsieur Bernard Raboutet, nommé par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

La composition du Directoire de Riber a été modifiée, le 27 avril 2016, suite à la nomination de Monsieur Etienne Grodard en qualité de Président du Directoire et de Monsieur Michel Picault en qualité de membre du Directoire et de Directeur des Opérations.

Cession d'actif non stratégique

Par acte notarié en date du 17 juin 2016, la société a procédé à la vente d'un bien immobilier situé à Bezons pour une valeur de cession de 2.600 K€ et une plus-value nette de 242 K€.

Fin de la mission du mandataire Ad-hoc

Par ordonnance en date du 4 septembre 2015, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, a nommé la SEL ABITBOL Administrateurs Judiciaires, prise en la personne de Maître Frédéric ABITBOL, en qualité de mandataire *ad hoc* avec principalement pour mission d'assister le dirigeant « *dans les négociations avec les partenaires bancaires en vue d'une meilleure adéquation des lignes de financement par rapport aux besoins d'exploitation structurels, dans les négociations avec les créanciers publics en vue d'un rééchelonnement des dettes fiscales et sociales, dans les négociations avec les actionnaires actuels en vue de résoudre le conflit existant et d'organiser un renforcement des fonds propres de la société, dans la recherche de toute nouvelle source de financement* » et ce, pour une durée de quatre (4) mois prorogeable. Le

mandat a fait l'objet d'une prorogation le 4 janvier 2016 pour une durée de quatre (4) mois prorogeable. Ce mandat n'a pas été renouvelé.

Evénements postérieurs à la clôture

Fin de la mission de l'administrateur provisoire

Par ordonnance du 7 juillet 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, au vu de l'évolution récente de la société et notoirement de la reconstitution des organes sociaux, de la délégation conférée aux termes de la 12^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, et de sa mise en œuvre le 6 juillet 2016 par le Directoire de RIBER, a décidé de mettre un terme à la mission de Michel Maire en qualité d'administrateur provisoire.

Augmentation de capital

Dans un contexte de confiance quant au redressement de ses performances à court terme, et pour se donner les moyens de la réalisation de ses objectifs stratégiques, RIBER a lancé le 13 juillet 2016 une opération d'augmentation de capital, réservée en priorité à ses actionnaires.

Faisant usage de la délégation conférée aux termes de la 12^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, le Directoire de RIBER a décidé, le 6 juillet 2016, de mettre en œuvre cette délégation et fixé les modalités de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription.

La levée de fonds proposée par RIBER porte sur une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec maintien du droit préférentiel de souscription. L'opération s'est caractérisée par l'émission de 1.932.093 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») au prix unitaire de 0,72€, à raison de 10 actions anciennes pour 1 Action Nouvelle, soit un produit d'émission de 1.391.106.96 €. Il existe, au 6 juillet 2016, 240.634 actions d'autocontrôle.

Cette augmentation de capital a été réalisée intégralement et les 1.932.093 actions nouvelles ont été mises sur le marché le 17 août 2016.

EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2016

Le carnet de commandes au 30 juin 2016 s'élevait à 8,8 M€, en augmentation de 40 % par rapport au 30 juin 2015. Par ligne de produits, il se décompose comme suit :

M€	S1 2016	S1 2015	Evolution *
Carnet de commandes systèmes	6	4,5	+33 %
Carnet de commandes services et accessoires	2,1	1,1	+90 %
Carnet de commandes cellules et sources	0,7	0,7	-
Total carnet de commandes	8,8	6,3	+40 %

Pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Au 30 juin 2016, le carnet de commandes consolidé s'élevait à 8,8 M€, comprenant cinq systèmes MBE (dont une machine de production) livrables en 2016 (6 M€ ; +33 %), des commandes de services et accessoires en forte progression (2,1 M€ ; +90 %) et des commandes de cellules et sources (0,7 M€).

Le premier semestre 2016 confirme le redressement du carnet de commandes de Riber. Dans un contexte de croissance modérée du marché de la MBE, cette reprise de l'activité commerciale s'est matérialisée par l'obtention de plusieurs marchés et a été soutenue par le développement des offres de services et accessoires.

Sur la base de ces éléments, Riber confirme son objectif de chiffre d'affaires 2016 en croissance d'au moins 30% par rapport à 2015.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 9 des annexes aux comptes consolidés 2015 publiés le 17 mai 2016.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants. La rémunération des organes d'administration et de surveillance est indiquée au paragraphe 7.7 des notes annexes aux comptes consolidés.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés pour le premier semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bezons, le 22 septembre 2016,

Etienne GRODARD
Président du Directoire de Riber SA

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
Ecart d'acquisition	(6.1)	922	924
Immobilisations incorporelles	(6.2)	2 394	2 774
Immobilisations corporelles	(6.3)	4 736	4 732
Actifs financiers	(6.4)	384	316
Autres actifs non courants			
Impôts différés actifs	(6.13)		
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		8 436	8 746
Stocks et en-cours	(6.5)	7 594	7 105
Créances Clients	(6.6)	5 440	5 209
Autres actifs courants	(6.7)	1 058	1 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.8)	979	586
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		15 071	14 235
Actifs détenus en vue de leur vente	(6.3)		2 471
TOTAL DE L'ACTIF		23 507	25 452

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	(6.14)	3 091	3 091
Primes		21 609	21 609
Réserves		(9 133)	(2 777)
Ecarts de conversion		(256)	(306)
Résultat groupe		(1 204)	(6 363)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		14 107	15 254
Participations ne donnant pas le contrôle			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		14 107	15 254
Passifs financiers à plus d'un an			
Impôts différés passifs	(6.13)		
Provisions non courantes	(6.10)	640	630
TOTAL DU PASSIF NON COURANT		640	630
Passifs financiers à moins d'un an	(6.8) / (6.9)	178	1 194
Provisions courantes	(6.10)	680	278
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.11)	1 995	2 510
Dettes d'impôt			
Autres dettes	(6.12)	5 907	5 587
TOTAL DU PASSIF COURANT		8 760	9 569
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue de la vente	(6.3)		
TOTAL DU PASSIF		23 507	25 452

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Chiffre d'affaires	(7.1)	6 911	5 695
Coût des produits vendus	(7.2)	(4 930)	(5 191)
Variation des provisions sur stock	(6.5)	567	(1)
MARGE BRUTE		2 548	503
Commercial	(7.3)	(1 336)	(1 604)
Recherche et développement	(7.4)	(1 260)	(936)
Administration	(7.5)	(1 071)	(1 149)
Autres charges et produits opérationnels	(6.3) & (7.8)	20	(378)
RESULTAT OPERATIONNEL		(1 098)	(3 563)
Coût de l'endettement financier net	(7.9)	(12)	
Autres produits et charges financiers	(7.9)	(95)	43
RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES		(1 204)	(3 522)
Impôts sur les résultats	(6.13)		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(1 204)	(3 522)
Participation ne donnant pas le contrôle			
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		(1 204)	(3 522)
Résultat de base par action (en euro)	(4)	(0,06)	(0,19)
Résultat dilué par action (en euro)	(4)	(0,06)	(0,19)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net		(1 204)	(3 522)
Ecart de conversion		49	(158)
Variation de valeur sur instruments dérivés de couverture			
Impôts différés sur instruments financiers			
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		49	(158)
(Pertes) et gains actuariels	(6.10)	(47)	30
Impôts différés sur pertes et gains actuariels			
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		(47)	30
Résultat global		(1 202)	(3 650)
Dont :			
Part Groupe		(1 202)	(3 650)
Intérêts minoritaires			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net		(1 204)	(3 522)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		624	710
Juste valeur des instruments financiers de change			(96)
Plus ou moins values de cession	(6.3)	(242)	(1)
Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres			
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie			89
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		(822)	(2 820)
Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés)			
Elimination du coût de l'endettement financier	(7.9)	12	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(810)	(2 820)
Incidences de la variation du besoin en fond de roulement		68	1 363
Impôts payés ou récupérés			
Flux de trésorerie généré par l'activité		(742)	(1 457)
Incidences des variations de périmètre	(6.12)	(233)	(161)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6.2)	(148)	(334)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6.3)	(95)	(60)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles		55	(70)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6.3)	2 600	1
Acquisition d'immobilisations financières			
Variation nette des prêts et créances financières		(67)	
Autres flux liés aux opérations d'investissements			
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		2 112	(624)
Augmentation de capital			
Rachat et ventes d'actions propres		55	
Intérêts financiers nets versés	(7.9)	(12)	
Encaissements provenant de nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts	(6.9)	(732)	
Dividendes versés			
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		(689)	
Incidences des variations de taux de change		(4)	5
Incidences chgt de principes comptables			
Variation de trésorerie		677	(2 076)
Trésorerie à l'ouverture	(6.8)	124	1 978
Trésorerie à la clôture	(6.8)	801	(98)
Variation de trésorerie		677	(2 076)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Stocks	(495)	7 14
Clients et comptes rattachés	(240)	2 571
Avances et comptes versés sur commandes	(5)	51
Créances sur organismes sociaux	54	7
Créances d'impôt (hors IS)	140	(281)
Autres créances	94	(170)
Charges constatées d'avance	(5)	32
Sous-total	(457)	2 924
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(4)	(1 194)
Clients avances et comptes reçus	796	(653)
Dettes sociales	(426)	264
Dettes fiscales	80	35
Autres dettes	21	(14)
Produits constatés d'avance	58	
Sous-total	525	(1 562)
Total	68	1 363

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

(En milliers d'euros, sauf données par action)	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total des capitaux propres (part groupe)
Capitaux propres au 31/12/2014	19 320 931	3 091	21 609	731	(3 801)	(86)	21 544
Résultat en instance d'affectation				(3 801)	3 801		
Résultat net de la période					(3 522)		(3 522)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>							
<i>Ecart de conversion</i>						(158)	(158)
<i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i>				30			30
Autres éléments du résultat global				30		(158)	(128)
Résultat global de la période				30	(3 522)	(158)	(3 650)
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				259			259
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Dividendes versés							
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires				259			259
Plus ou moins values sur actions propres							
Capitaux propres au 30/06/2015	19 320 931	3 091	21 609	(2 782)	(3 522)	(244)	18 153

Capitaux propres au 31/12/2015	19 320 931	3 091	21 609	(2 777)	(6 363)	(306)	15 254
Affectation du résultat				(6 363)	6 363		
Résultat net de la période					(1 204)		(1 204)
<i>Ecart de conversion</i>						49	49
<i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i>				(47)			(47)
Autres éléments du résultat global				(47)		49	2
Résultat global de la période				(47)	(1 204)	49	(1 202)
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				55			55
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Dividendes versés							
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires				55			55
Capitaux propres au 30/06/2016	19 320 931	3 091	21 609	(9 132)	(1 204)	(257)	14 107

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	2
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016	5
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016	6
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE.....	7
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	9
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	10
TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	11
TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR	12
TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE	13
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016	14
1 INFORMATIONS GENERALES	15
2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2016	15
3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES	16
3.1 Principes généraux et déclaration de conformité	16
3.2 Référentiel IFRS appliqué	16
3.3 Estimations et jugements comptables déterminants	17
3.4 Méthodes comptables	17
4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL	18
5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	18
6 NOTES SUR LE BILAN.....	18
6.1 Ecart d'acquisition	18
6.2 Immobilisations incorporelles	19
6.3 Immobilisations corporelles	20
6.4 Actifs financiers	21
6.5 Stocks et encours	21
6.6 Créances clients	21
6.7 Autres actifs courants	22
6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	22
6.9 Passifs financiers à moins d'un an	22
6.10 Provisions	23
6.11 Dettes fournisseurs.....	23
6.12 Autres dettes	24
6.13 Impôts différés	24
6.14 Capitaux propres	24
6.15 Rachat d'actions	24
6.16 Actifs et passifs éventuels	25
7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	25
7.1 Chiffre d'affaires	25
7.2 Coût des produits vendus.....	26
7.3 Charges commerciales.....	26
7.4 Frais de recherche et développement.....	26
7.5 Administration.....	26
7.6 Effectif et montant des rémunérations.....	27
7.7 Rémunération des organes d'administration et de surveillance	27
7.8 Autres produits et charges opérationnels	27
7.9 Résultat financier.....	28
8 INFORMATION SECTORIELLE.....	28
9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	28
10 PARTIES LIEES	28
11 INFORMATION SUR LES RISQUES.....	29
12 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS	29

1 INFORMATIONS GENERALES

Riber SA et ses filiales (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épithaxie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED, et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Perier, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de Surveillance le 21 septembre 2016 qui a autorisé leur publication le 23 septembre 2016.

2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2016

Restauration de la gouvernance

Suite à la démission de Madame Brigitte Dumont du Conseil de Surveillance, le 4 février 2016, le nombre de membres du Conseil est devenu inférieur au minimum légal.

Afin de pallier le risque d'une vacance de la gouvernance, RIBER a sollicité le 15 février 2016 la désignation d'un administrateur provisoire à titre exceptionnel et temporaire dans l'attente de la désignation pérenne des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire. Par ordonnance en date 15 février 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise a fait droit à cette demande et a désigné Michel Maire en qualité d'administrateur provisoire avec les pleins pouvoirs pour disposer, gérer et administrer la Société.

La composition du Conseil de Surveillance à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 avril 2016 est la suivante:

- Monsieur Didier Cornardeau, nommé par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015 pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Monsieur Gérard Nicou, nommé par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015 pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Madame Anne Geoffroy nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Madame Christine Monier; nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Monsieur Jacques Kielwasser, nommé par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Monsieur Bernard Raboutet, nommé par l'Assemblée Générale du 26 avril 2016, pour une durée de deux ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2018, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

La composition du Directoire de Riber a été modifiée, le 27 avril 2016, suite à la nomination de Monsieur Etienne Grodard en qualité de Président du Directoire et de Monsieur Michel Picault en qualité de membre du Directoire et de Directeur des Opérations.

Cession d'actif non stratégique

Par acte notarié en date du 17 juin 2016, la société a procédé à la vente d'un bien immobilier situé à Bezons pour une valeur de cession de 2.600 K€ et une plus-value nette de 242 K€.

Fin de la mission du mandataire Ad-hoc :

Par ordonnance en date du 4 septembre 2015, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, a nommé la SEL ABITBOL Administrateurs Judiciaires, prise en la personne de Maître Frédéric ABITBOL, en qualité de mandataire *ad hoc* avec principalement pour mission d'assister le dirigeant « *dans les négociations avec les partenaires bancaires en vue d'une*

meilleure adéquation des lignes de financement par rapport aux besoins d'exploitation structurels, dans les négociations avec les créanciers publics en vue d'un rééchelonnement des dettes fiscales et sociales, dans les négociations avec les actionnaires actuels en vue de résoudre le conflit existant et d'organiser un renforcement des fonds propres de la société, dans la recherche de toute nouvelle source de financement » et ce, pour une durée de quatre (4) mois prorogeable. Le mandat a fait l'objet d'une prorogation le 4 janvier 2016 pour une durée de quatre (4) mois prorogeable. Ce mandat n'a pas été renouvelé.

3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Riber (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2016 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés résumés du Groupe RIBER au 30 juin 2016 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2016 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec, en comparatif, le premier semestre 2015 retraité si besoin selon le même référentiel. La norme IAS 34 relative aux arrêts intermédiaires est appliquée par RIBER dans ses comptes au 30 juin 2016.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Au 30 juin 2016, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires et d'un changement d'estimation relatif à certains stocks.

Crédit d'impôt recherche

Pour les comptes intermédiaires, le produit du semestre au titre du crédit d'impôt recherche est calculé en appliquant aux dépenses de recherche budgétées de la période le taux d'éligibilité historiquement constaté.

Provisions pour retraites et médailles du travail

La charge du semestre au titre des engagements de retraite est calculée sur la base des évaluations actuarielles à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents importants survenus lors du semestre et de l'évolution du taux d'actualisation.

Stocks

Compte tenu du caractère stratégique et de la faible obsolescence du tantale et du molybdène, la dépréciation de ces matériaux est appréciée en prenant en compte des perspectives de consommation à long terme.

Les comptes sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation au vu des prévisions d'activité et des prévisions de trésorerie afférentes. La réalisation du calendrier d'encaissements prévisionnels et le maintien des concours bancaires actuels sont déterminants dans l'appréciation de ce principe de continuité d'exploitation. La non atteinte de ces prévisions pourrait remettre en cause à l'avenir l'application de certains principes comptables et notamment l'évaluation de certains actifs et passifs.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Nouvelles normes, interprétations et amendements d'application obligatoire en 2016 :

- Amendements à IAS 19 : Régimes à prestations définies – Cotisations des membres du personnel
- Amendements à IAS 1 : Initiative informations à fournir
- Amendements à IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes
- Amendements à IAS 16 et à IAS 38 : Eclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables
- Améliorations annuelles 2010 – 2012
- Améliorations annuelles 2012 – 2014

Ces amendements et améliorations n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Nouvelles normes, amendements ou interprétations applicables par anticipation dès l'exercice 2016

En 2016, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des amendements suivants :

- Amendements à IAS 7 : Initiative informations à fournir
- Amendements à IAS 12 : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes

La mise en œuvre de ces amendements ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le Groupe.

Nouvelles normes non encore applicables en 2016 :

Les textes potentiellement applicables au groupe, publiés par l'IASB, mais non encore adoptés par l'Union Européenne sont décrits ci-dessous. Ils seront applicables de manière obligatoire, sous réserve de leur approbation par l'Union Européenne, à compter du 1^{er} janvier 2018 pour IFRS 9 et IFRS 15, et à compter du 1^{er} janvier 2019 pour IFRS 16 :

- IFRS 9 Instruments Financiers ;
- IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients.
- IFRS 16 Contrats de location

L'analyse des impacts éventuels est en cours.

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs connus ultérieurement soient différents des estimations et hypothèses retenues.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Valeur de réalisation de certains stocks
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes
- Tests de dépréciation lorsque la valeur recouvrable est déterminée selon la valeur d'utilité
- Provisions pour risques et charges
- Activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels complets, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015 publiés au sein du rapport annuel 2015 et disponibles sur le site de la société dans sa version en Français (www.riber.com, rubrique Investisseurs/Rapports financiers/Assemblée des actionnaires). En particulier, les méthodes comptables appliquées par le Groupe ne sont pas reprises dans les comptes consolidés résumés.

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen sur la période d'actions composant le capital. Il n'existe aucun instrument dilutif en circulation à ce jour.

	30 juin 2016	30 juin 2015
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	19 112 235	19 007 351
Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription	-	-
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	19 112 235	19 007 351

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant pondéré au 30 juin 2016, soit 208 696 actions.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle	% d'intérêt
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère
Riber Inc	15 Liberty Street, Metuchen NJ 08840 USA	100	100
Riber Korea	Room 1 909 Songdo BRC Smart Valley 30 Songdo Mirae-ro YEONSU-GU INCHEON KOREA	100	100

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 Ecart d'acquisition

(En milliers d'euros)	Cellules et sources	Systèmes	Ecart d'acquisition
Valeur brute à l'ouverture	2 156	105	2 260
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 336)		(1 336)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	820	105	924
Différences de changes		(2)	(2)
Variations de périmètre			
Valeurs brute à la clôture	2 156	103	2 258
Amortissements cumulés à la clôture	(1 336)		(1 336)
Valeurs nettes comptables à la clôture	820	103	922

Les écarts d'acquisition résultent pour 820 K€ de la prise de contrôle de la société Addon SAS en 2004 et pour 103 K€ de l'acquisition d'actifs le 18 mars 2015 auprès de la société MBE Control Solutions.

A l'exception de l'impact des variations de change, aucun mouvement n'a affecté ce poste sur l'exercice.

A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est formalisé sur les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) « Cellules et sources » et « Systèmes » consistant à comparer pour chacun d'eux les valeurs nettes comptables, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat.

Au 31 décembre 2015, un test de dépréciation avait été réalisé sur l'UGT « Cellules et sources » sur la base des hypothèses suivantes :

- Périmètre : activité « Cellules et sources »
- Taux d'actualisation après impôts : 10,00 %
- Durée des prévisions établies : 5 ans
- Taux de croissance terminale de l'activité : 2 %

Les résultats de ces tests avaient conduit à maintenir la valeur nette de cet écart d'acquisition à 820 K€. Au 30 juin 2016, le groupe a estimé qu'aucun indice de perte de valeur n'est apparu sur la période et que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 décembre 2015 n'ont pas été significativement modifiées.

S'agissant de l'UGT « Systèmes » le groupe estime qu'au 30 juin 2016 aucun indice de perte de valeur n'est susceptible de remettre en cause la valorisation à leur coût d'acquisition des actifs MBE Control.

6.2 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Concessions et brevets	Marques	Frais de développ.	Autres immo incorp	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 692	80	3 171	737	5 680
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 377)		(1 291)	(238)	(2 906)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	315	80	1 880	499	2 774
Différences de change	(3)				(3)
Variations de périmètre					
Acquisitions	4		144		148
Cessions					
Sorties de projets entièrement amortis			(488)		(488)
Amortissements cumulés des projets entièrement amortis			488		488
Reclassements					
Dotations, reprises aux amortissements	(70)		(439)	(17)	(526)
Valeurs brutes à la clôture	1 693	80	2 826	737	5 336
Amortissements cumulés à la clôture	(1 446)		(1 242)	(254)	(2 942)
Valeurs nettes comptables à la clôture	247	80	1 584	483	2 394

La diminution en valeur nette comptable des immobilisations incorporelles résulte principalement d'une capitalisation des frais de R&D activés sur la période inférieure aux amortissements comptabilisés (cf. note 7.4).

6.3 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc- tions	Installations techniques et agencements	Mobiliers et matériel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 351	483	10 404	639	2	12 879
Amortissements cumulés à l'ouverture		(213)	(7 357)	(577)		(8 147)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	1 351	270	3 047	62	2	4 732
Différences de change			(1)			(1)
Variations de périmètre						
Acquisitions			84	7	4	95
Cessions	(51)	(105)				(156)
Reclassement	132	10	156			298
Dotations et reprises aux amortissements		77	(298)	(11)		(232)
Valeurs brutes à la clôture	1 433	471	10 670	646	6	13 226
Amortissements cumulés à la clôture		(219)	(7 682)	(588)		(8 489)
Valeurs nettes comptables à la clôture	1 433	252	2 988	58	6	4 736

Profitant de la réorganisation des méthodes de production dans le cadre du programme « lean manufacturing » et après autorisation du Conseil de surveillance, la Société avait mis en vente fin 2014 une partie du site de Bezons alors non exploitée et dont la propriété n'était pas indispensable au développement de la société. En application de la norme IFRS 5, les actifs concernés avaient alors été isolés sous la rubrique « actifs détenus en vue de leur vente ».

En date du 17 juin 2016, le groupe a procédé à la cession définitive de cet immeuble par un prix de vente de 2 600 K€. Le groupe dégage ainsi sur l'exercice une plus-value nette de cession de 242 K€, comptabilisée au compte de résultat dans les autres charges et produits opérationnels.

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques et agencements	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	984	295	1 938	3 217
Amortissements		(116)	(542)	(658)
Valeurs nettes comptables reclassées à l'ouverture	984	179	1 396	2 559
Reclassement des actifs non cédés	(132)	(10)	(156)	(298)
Frais immobilisés sur actifs cédés	51	17		68
Valeurs nettes comptables cédées	903	186	1 240	2 329
Prix de vente				2 600
Travaux				(29)
Plus-value nette de cession				242

6.4 Actifs financiers

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Titres de participation non consolidés et créances liées	219	219
Liquidité sur contrat d'animation de cours	128	73
Dépôts et cautionnement	37	24
Total	384	316

6.5 Stocks et encours

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvisionnements	Produits intermédiaires	En cours	Produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	6 133	2 672	1 428	1 759	11 992
Provisions cumulées à l'ouverture	(2 664)	(1 061)	(142)	(1 020)	(4 887)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	3 469	1 611	1 286	739	7 105
Différences de change				(7)	(7)
Variations de périmètre	-	-	-		
Variations	(602)	(291)	1 092	(271)	(72)
Reclassements	-	-	-	-	
Dotation provisions d'exploitation		(203)	(9)		(212)
Reprise de provisions d'exploitation	708			71	779
Valeurs brutes à la clôture	5 531	2 381	2 520	1 518	11 950
Provisions cumulées à la clôture	(1 955)	(1 264)	(151)	(986)	(4 356)
Valeurs nettes comptables à la clôture	3 576	1 117	2 369	532	7 594

La décroissance significative des stocks par rapport au 31 décembre 2015 s'explique essentiellement par une consommation des matières et approvisionnements et produits intermédiaires vers les en-cours.

Le stock de produits finis correspond exclusivement à des pièces et composants destinés à l'activité de vente de services et accessoires. Le stock d'en-cours correspond principalement aux machines EJM en phase d'assemblage à la clôture.

Les perspectives de consommation à long terme du tantale et du molybdène ont conduit à une reprise de provision de 1 086 K€ sur la période (cf. note 3.1).

6.6 Créances clients

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Créances clients et comptes rattachés	5 749	5 520
Provision pour dépréciation	(309)	(311)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	5 440	5 209

L'augmentation des créances sur la période s'explique principalement par la progression forte du chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2016.

6.7 Autres actifs courants

(En milliers d'euros)	Avances et acomptes sur commandes	Créances sur personnel & org. sociaux	Etat créances d'impôt (Hors IS)	Etat créances d'impôt sur les bénéfices	Autres créances	Charges constatées d'avance	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	78	20	268	678	196	139	1 379
Provisions cumulées à l'ouverture	(44)						(44)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	34	20	268	678	196	139	1 335
Différences de change							
Variations de périmètre							
Variations	62	(1)	83	(274)	(152)	5	(277)
Reclassement							
Provision							
Valeurs brutes à la clôture	140	19	351	404	44	144	1 102
Provisions cumulées à la clôture	(44)						(44)
Valeurs nettes comptables à la clôture	96	19	351	404	44	144	1 058

Les créances d'impôts sur les bénéfices sont essentiellement relatives aux Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. La récupération des sommes dues au titre de l'exercice 2015 est intervenue au 1^{er} semestre 2016.

6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Disponibilités	979	586
Valeurs mobilières de placement		
Trésorerie active	979	586
Concours bancaires courants	(178)	(462)
Trésorerie passive	(178)	(462)
Trésorerie nette	801	124

La trésorerie à fin juin 2016 est positive de 801 K€, en hausse de 677 K€ par rapport à décembre 2015. Cette variation positive résulte essentiellement de l'encaissement du produit de la vente du site de Bezons pour 2 600 K€, après financement du déficit lié à l'activité opérationnelle et remboursement des dettes financières courantes du groupe (cf. note 6.9 ci-dessous).

6.9 Passifs financiers à moins d'un an

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Concours bancaires courants	178	462
Dettes financières courantes		732
Passifs financiers à moins d'un an	178	1 194

Les deux crédits de préfinancement export consentis au groupe sur le second semestre 2015 ont été totalement remboursés sur le premier semestre 2016.

6.10 Provisions

Provisions non courantes

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Solde net à l'ouverture	630	721
Changement de méthode		
Ecart actuariel	47	(13)
Coûts des services rendus	25	51
Reprises provisions non utilisées	(22)	(117)
Reprises provisions utilisées	(41)	(13)
Total	640	630

Les provisions non courantes d'un montant de 640 K€ au 30 juin 2016 (contre 630 K€ au 31 décembre 2015) correspondent aux indemnités de départ à la retraite et aux médailles du travail.

Les engagements retraite sont déterminés à chaque clôture annuelle selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. Au 30 juin 2016, le taux IBOXX AA est à 1,05% contre 2,03% au 31 décembre 2015. L'impact de ce changement de taux apparaît en écart actuariel.

Provisions courantes

(En milliers d'euros)	Provision pour garantie	Provisions pour charges	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	179			99	278
Dotations	37		16	100	153
Reprises provisions utilisées	(49)	(181)		(21)	(251)
Reprises provisions non utilisées					
Reclassement		499			499
Total	167	318	16	178	680

L'augmentation des provisions sur la période s'explique principalement par la constitution d'une provision pour risque de 100 K€ concernant des systèmes installés en Asie.

De plus, concernant les coûts d'installation relatifs aux systèmes, ils sont comptabilisés, à compter de 2016, non plus en charges à payer mais en provisions pour charges (318 K€ au 30 juin 2016).

6.11 Dettes fournisseurs

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Fournisseurs de biens et services	1 903	2 434
Fournisseurs d'immobilisations	92	76
Total	1 995	2 510

Le recul des dettes fournisseurs au cours du premier semestre 2016 tient au cycle de production sur l'année.

La variation des fournisseurs d'immobilisations inclut le règlement sur la période de 121 KUSD (soit 108 K€) au titre du solde de la dette d'acquisition des actifs MBE Control acquis en 2015 (hors dette d'earn-out comptabilisée dans les dettes sociales, cf. note 6.12 ci-dessous).

6.12 Autres dettes

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Dettes fiscales et sociales	2 223	2 773
Avances reçues sur commande	3 341	2 554
Autres dettes et comptes de régularisation	173	90
Commissions à payer aux agents	170	170
Total	5 907	5 587

La variation des dettes sociales inclut un règlement partiel de 139 KUSD (soit 125 K€) au titre de la dette d'earn-out relative à l'acquisition des actifs MBE Control en 2015. Par ailleurs, au 31 décembre 2015, des indemnités de rupture étaient provisionnées pour 240 K€.

La hausse des avances reçues sur commandes résulte essentiellement de l'augmentation des en-cours sur la période au regard du carnet de commandes du groupe.

N.B La ligne « Incidence des variations de périmètre » dans le TFT de (233 K€) s'explique de la façon suivante :

- Solde de la dette d'acquisition des actifs MBE Control acquis en 2015 (note 6.11)	(108 K€)
- Règlement partiel de la dette d'earn out relative à MBE Control (ci-dessus)	(125 K€)
	(233 K€)

6.13 Impôts différés

Depuis le 31 décembre 2014, compte tenu du caractère relativement cyclique de l'activité, le Groupe a décidé de n'activer que les créances d'impôt différé résultant des déficits fiscaux qu'il estime recouvrables à l'horizon de moins de 2 ans.

L'impôt comptabilisé dans les comptes intermédiaires est déterminé en appliquant au résultat de la période intermédiaire avant impôt, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour la période annuelle. Ce taux estimé étant proche de zéro, il a été décidé de ne comptabiliser aucune charge d'impôt dans les comptes intermédiaires et de n'activer aucun déficit complémentaire. Dans le cadre des arrêtés futurs, si les niveaux d'activité et de rentabilité le permettent, le Groupe se réserve la possibilité d'activer à nouveau des déficits.

6.14 Capitaux propres

Le capital s'élève à 3 091 348,96 € et est composé de 19 320 931 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

6.15 Rachat d'actions

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celle du 3 juin 2014. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions est régulièrement présenté aux actionnaires au sein du rapport annuel de la Société.

Au 30 juin 2016, la Société détient 202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 270 €. Sur la base de 0,861 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2016, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2016 était de 174 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 30 juin 2016, 209 204 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 195 147 €. Sur la base de 0,861 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2016, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2016 était de 180 201 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 30 juin 2016 à 128 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

6.16 Actifs et passifs éventuels

A la fin du premier semestre 2014, Riber avait été notifiée d'une demande formulée auprès du Conseil des Prud'hommes consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités et dommages d'un montant de 815 K€. Par décision en date du 2 juin 2015 du Conseil des Prud'hommes d'Argenteuil, le salarié en question a été débouté de l'ensemble de ses prétentions. Malgré l'appel interjeté par le salarié, la Société, appuyée par ses conseils, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de son ancien salarié, sans pour autant être en mesure d'estimer de manière fiable l'éventuel effet défavorable sur sa situation financière. En application des normes comptables, aucune provision n'est constatée à ce titre dans les comptes au 30 juin 2016.

A l'exception de ce litige, le Groupe n'a actuellement pas connaissance de fait exceptionnel, litige ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 Chiffre d'affaires

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

Par ligne de produit

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Systèmes industriels		
Systèmes "recherche et développement"	3 569	2 803
Accessoires, composants, SAV	2 388	2 087
Cellules et sources d'effusion	955	805
Total	6 911	5 695

Sur la période, Riber a facturé deux machines, dont une de production, contre quatre machines de recherche au premier semestre 2015.

Les ventes de services et accessoires (2,4 M€) et de cellules et sources (1 M€) ont globalement progressé de 17 % par rapport au premier semestre 2015. Cette hausse s'explique par l'amélioration des performances commerciales de RIBER sur ses marchés historiques et par le développement de ses positions aux USA après l'acquisition en 2015 de MBE Control Solutions.

Au 30 juin 2016, le chiffre d'affaires de Riber se répartit entre l'Asie (56%), les Etats-Unis (24 %) et l'Europe (20 %).

Par zone géographique

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Amérique du Nord	1 675	367
Asie	3 850	2 439
Europe	1 376	2 250
Autres	10	639
Total	6 911	5 695

7.2 Coût des produits vendus

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Consommations matières premières, approvisionnements et marchandises	(3 397)	(3 165)
Charges de personnel de production	(1 218)	(1 491)
Sous-traitance	(14)	(28)
Transport et frais d'installation	(252)	(337)
Dotations amortissements et variations provisions (garantie ...)	12	(113)
Autres frais (entretien,...)	(62)	(58)
Total coût des produits vendus	(4 930)	(5 191)

7.3 Charges commerciales

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Commissions agents	(148)	(149)
Frais commerciaux internes	(1 188)	(1 455)
Total	(1 336)	(1 604)

Les charges commerciales (1 336 K€) diminuent de 268 K€ du fait de la réorganisation des équipes.

7.4 Frais de recherche et développement

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Frais bruts	(1 353)	(1 294)
Subventions	30	73
Déduction du crédit d'impôt recherche et innovation	358	296
Activation des frais de développement (note 6.2)	144	334
Amortissement des frais de développement (note 6.2)	(439)	(345)
Total	(1 260)	(936)

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (1 260 K€) s'inscrit en hausse de 324 K€ du fait de l'augmentation des frais bruts de recherche et développement et d'une moindre activation des dépenses.

Au cours du premier semestre 2016, Riber a maintenu son effort de recherche et développement avec les principaux projets suivants :

- cellules linéaires Jetlin qui permettent l'évaporation à haute température de matériaux, et qui sont destinés aux applications OLED ou Photovoltaïque : poursuite des essais de validation des process ;
- Partenariat de recherche Riber/IMEC initialisé en 2012 dans le cadre du projet EDL450 visant à la qualification de la machine MBE8000 : début de la phase de qualification process ;
- Logiciel de supervision et pilotage des machines : développement de nouvelles fonctionnalités clients, amélioration de l'ergonomie d'édition et control du process, extension des fonctionnalités de supervision des opérations machines.

7.5 Administration

Les charges administratives (1 071 K€) diminuent de 78 K€, soit 6,8 %, principalement du fait d'une baisse des frais de personnel des fonctions support.

7.6 Effectif et montant des rémunérations

L'effectif moyen du Groupe sur la période est le suivant :

	30 juin 2016	30 juin 2015
Ingénieurs et cadres	44	46
Agents de maîtrise	19	16
Employés et ouvriers	26	35
TOTAL	89	97

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Salaires et traitements	(2 388)	(3 011)
Charges sociales	(845)	(1 089)
Participation des salariés		
Autres charges de personnel		(60)
Dotation / reprise engagement retraites	38	(6)
TOTAL	(3 195)	(4 166)

La forte diminution des frais de personnel par rapport à la même période de l'année 2015 s'explique principalement par la diminution des effectifs et le départ de cadres dirigeants.

Les charges de personnel au 30 juin 2016 incluent 35 K€ de rémunération liée au complément de prix relatif à l'acquisition de la société MBE Control en 2015. En effet, les paiements complémentaires futurs au profit du vendeur salarié sont considérés comme venant en compensation de services attendus de ce dernier. Ils constituent donc une rémunération post acquisition, laquelle fera l'objet d'un paiement étalé jusqu'au 31 décembre 2016.

Le montant des salaires et traitements tient compte des sommes dues au titre du Crédit Impôt Compétitivité et Emploi (46 K€) et dont l'usage est destiné à financer une partie de l'effort d'innovation de la société.

7.7 Rémunération des organes d'administration et de surveillance

Au cours du premier semestre 2016, la société a versé la somme de 506 K€ (499 K€ au premier semestre 2015) aux membres de son Directoire et à ses principaux dirigeants opérationnels. Cette rémunération inclut pour 201 K€ les prestations de l'administrateur provisoire et du management par intérim.

Au cours du premier semestre 2016, la Société n'a versé aucune rémunération aux membres de son Conseil de Surveillance. En application des résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2016, il est prévu de verser sur le second semestre 2016 la somme de 30 K€ au titre des jetons de présence relatifs à l'exercice 2016 (60 K€ en 2015). Ces dépenses ainsi que la fiscalité afférente sont intégrées à hauteur de 50 % dans les comptes au 30 juin 2016.

Les membres du Directoire n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options ou actions gratuite au cours des exercices 2015 et 2014. Il n'existe aucun accord prévoyant une indemnisation des dirigeants en cas de départ autre que l'application des dispositions légales.

7.8 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont principalement constitués de la plus-value nette de cession de l'immeuble pour un montant de 242 K€ (cf. note 6.3) et des coûts non récurrents à hauteur de 254 K€ (honoraires relatifs à la conciliation et restauration de la gouvernance).

7.9 Résultat financier

(En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Produits financiers liés aux placements de trésorerie		
Intérêt des emprunts	(12)	
Coût de l'endettement net	(12)	
Produits nets sur cession de VMP		
Instruments de couverture de change		
Autres frais et produits financiers	(43)	77
Résultat de change	(52)	(34)
Total autres charges et produits financiers	(95)	43
Total	(107)	43

8 INFORMATION SECTORIELLE

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-avant.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par lignes de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Fin de la mission de l'administrateur provisoire

Par ordonnance du 7 juillet 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, au vu de l'évolution récente de la société et notamment de la reconstitution des organes sociaux, de la délégation conférée aux termes de la 12^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, et de sa mise en œuvre le 6 juillet 2016 par le Directoire de RIBER, a décidé de mettre un terme à la mission de Michel Maire en qualité d'administrateur provisoire.

Augmentation de capital

Dans un contexte de confiance quant au redressement de ses performances à court terme, et pour se donner les moyens de la réalisation de ses objectifs stratégiques, RIBER a lancé le 13 juillet 2016 une opération d'augmentation de capital, réservée en priorité à ses actionnaires.

Faisant usage de la délégation conférée aux termes de la 12^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2016, le Directoire de RIBER a décidé, le 6 juillet 2016, de mettre en œuvre cette délégation et fixé les modalités de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription.

La levée de fonds proposée par RIBER porte sur une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec maintien du droit préférentiel de souscription. L'opération se déroulera par l'émission de 1.932.093 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») au prix unitaire de 0,72€, à raison de 10 actions anciennes pour 1 Action Nouvelle, soit un produit d'émission de 1.391.106.96 €. Il existe, au 6 juillet 2016, 240.634 actions d'autocontrôle.

Cette augmentation de capital a été réalisée intégralement et les 1.932.093 actions nouvelles ont été mises sur le marché le 17 août 2016.

10 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

11 INFORMATION SUR LES RISQUES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 9 des annexes aux comptes consolidés 2015 publiés le 17 mai 2016.

12 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Cautions

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Cautions accordées aux clients	2.869	1.766

Dans le cadre de contrats de vente nationaux et internationaux en cours au 30 juin 2016, la société a produit via ses partenaires bancaires cinq cautions de restitution d'acomptes et deux garanties de bonne fin.

Nantissements

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Nantissement de placement de trésorerie	0	0

Engagements de location simple

(en milliers d'euros)	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans
Locations immobilières	129	71	60

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen et Goleta (Etats-Unis), Shanghai (Chine) et Incheon (Corée du Sud).

Autres engagements

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Aides à l'innovation (subventions publiques)	298	441
Garantie export	34	34

Au 30 juin 2016, Riber SA bénéficie de subventions publiques dans le cadre de 3 programmes de recherche pluriannuels correspondant au remboursement d'une partie des frais engagés (entre 30 % et 45 % selon les programmes).

Riber SA a obtenu en 2013 une garantie export de la part de BPI France pour une durée de 4 ans et dont le montant s'ajuste aux engagements couverts.

RIBER SA

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

RSM PARISMAZARS

R S M P A R I S

SIEGE SOCIAL : 26 RUE CAMBACERES - 75008 PARIS

TEL : +33 (0) 1 47 63 67 00 – FAX : +33 (0) 1 47 63 69 00

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 19 045 000 EUROS – RCS PARIS B 792 111 783

M A Z A R S

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE

TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 – FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCSNANTERRE B 784 824 153

RIBER SA

Siège Social : 31 rue Casimir Perier – 95873 Bezons
Société Anonyme
N° Siren : RCS Pontoise 343 006 151

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

R S M P A R I S

M A Z A R S

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2016*

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RIBER SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2016*

IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés relatives aux principes comptables, et plus particulièrement au changement d'estimation relatif à certains stocks et au principe de continuité d'exploitation.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 22 septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

R S M P A R I S

PAUL-EVARISTE VAILLANT

M A Z A R S

ARIANE MIGNON